



ET MAINTENANT ?

Pour un motif fallacieux, le [Conseil constitutionnel retoque à nouveau la possibilité de consulter les citoyen·nes](#) sur le recul de l'âge de départ à la retraite. Ce non-événement rappelle que seule la mobilisation unitaire des travailleurs et travailleuses peut amener la victoire. Ainsi la mobilisation du premier mai 2023 restera dans les annales comme une mobilisation historique. Seul le contexte particulier de l'entre deux tours de la présidentielle 2002 avait permis de faire mieux.

Pour la CGT et l'intersyndicale, la lutte continue au moins jusqu'au 8 juin, date d'examen à l'Assemblée Nationale d'une proposition de loi pour abroger cette réforme rejetée par la vaste majorité des citoyen·nes. D'ici là, l'intersyndicale demande aux travailleurs.euses d'entretenir un feu roulant d'initiatives et d'actions dans les entreprises et les services publics. La lutte continue !

* RDV samedi à La Baule, 13H place de la Victoire

ATTRACTIVITÉ

La Fonction Publique d'État peine à attirer des candidat·es. Ainsi en 2022, les effectifs ont diminué, tous ministères confondus, de 5 844 emplois. Soit bien plus que ce qui était prévu puisque le gouvernement tablait sur une hausse 767 ETP !

Si les ministères de la Défense et de l'Éducation nationale sont ceux qui galèrent le plus, la question reste entière aux Finances Publiques. Le nombre des candidat·es au concours est historiquement faible même si on arrive à pourvoir l'ensemble (trop faible) des postes offerts. Ceci explique les tentatives pathétiques de « communication » de Bercy pour attirer des « nouveaux talents ».

Dernier avatar, la création du site rejoindrelesfinancespubliques.economie.gouv.fr ! Ce site est « exclusivement dédié à la marque employeur des Finances Publiques »... bel exemple de jargon communicationnel qui nous éloigne toujours plus d'une logique de service public qui devrait être au cœur des préoccupations.

Quand on entre dans le détail du plan de communication, on en atteint vite les limites, notamment à la rubrique « Rémunération et avantages sociaux ». Nous aurons une rémunération attractive alors que la réalité est que les recrutements des C et B se fait au SMIC, qu'un A est à 1,10 SMIC, que les grilles sont obsolètes et que les prises d'échelon servent à compenser (en partie seulement) l'inflation ! Plus risible encore, nous aurons « de nombreux avantages

sociaux ». Sauf qu'on nous parle de l'existence des RIA (pourtant souvent menacés et sous financés) ou de logement sociaux qui n'existent qu'en Région IDF. Sachant le prix des logements sur Nantes, nous avons déjà eu des lauréat·es renonçant au bénéfice du concours faute de pouvoir se loger. Et on ne parlera pas des tickets restos, délivrés avec parcimonie et au tarif plancher.

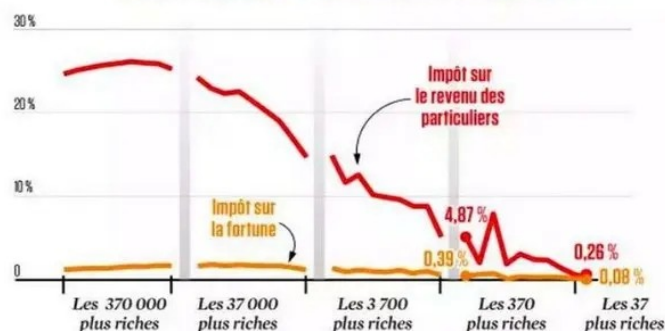
La CGT a des solutions pour remédier à cette situation : fin du bashing anti fonctionnaire, carrières revalorisées, dégel et rattrapage du point d'indice (de 10 % a minima). Sans oublier l'arrêt des restructurations, l'abandon des missions et la sortie d'une gestion managériale déconnectée du travail réel.

PARADIS FISCAL ENCORE ET TOUJOURS

Plus on creuse le sujet, plus la nausée nous gagne. Selon l'Institut des Politiques Publiques, relevé dans une enquête publiée par le Nouvel Obs, le taux d'imposition sur le revenu qui pèse sur les 370 premiers foyers fiscaux du pays s'élève en moyenne à seulement 2,5%. Plus stupéfiant encore, il descend à 0,26 % pour les 37 familles les plus riches de France !

LES TAUX D'IMPOSITION DES PLUS RICHES

Impôt sur le revenu payé par les 370 000 foyers fiscaux français les plus fortunés en fonction de leur revenu économique réel



Et pendant que 200 milliards d'euros sont versés aux entreprises chaque année sans aucune contrepartie et que 100 milliards d'euros s'évaporent en évasion fiscale, Olivier Dussopt propose de flicker toujours plus les bénéficiaires du RSA et de leur imposer des heures de travail.

HUMOUR GMBI

On adore les brèves d'Ulysse 44 : « La nouvelle obligation déclarative à destination de l'ensemble des propriétaires s'applique aussi aux agent·es de la DRFIP44 ». Sans blague.